

**Art. 73.** Par dérogation à l'article 41, alinéa 2, la première désignation de l'un des deux assesseurs de chaque chambre du conseil de discipline et de son suppléant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, vaut pour une durée de trois ans renouvelable une fois.

*Section 4. — Disposition finale*

**Art. 74.** Le Roi détermine la date d'entrée en vigueur de la présente loi, qui ne peut être postérieure au 1er janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur,

L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

—————  
Note

(1) *Session 1998-1999* :

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 1965/1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 1965/2. — Amendements, n°s 1965/3 à 5. — Rapport, n° 1965/6. — Texte adopté par la commission, n° 1965/7. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1965/8.

*Annales parlementaires* : 24 et 25 mars 1999.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1332/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1332/2.

**Art. 73.** In afwijking op artikel 41, tweede lid, geldt de eerste aanwijzing, op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, van één van de twee bijzitters van elke kamer van de tuchtraad en van zijn vervanger voor een periode van drie jaar en is zij éénmaal hernieuwbaar.

*Afdeling 4. — Slotbepaling*

**Art. 74.** De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet, die niet later kan plaatsvinden dan 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

—————  
Nota

(1) *Zitting 1998-1999* :

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsvoorstel, nr. 1965/1. — Advies van de Raad van State, nr. 1965/2. — Amendementen, nrs. 1965/3 tot 5. — Verslag, nr. 1965/6. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1965/7. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1965/8.

*Parlementaire Handelingen* : 24 en 25 maart 1999.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1332/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1332/2.

F. 99 — 1824

[C - 99/00392]

**25 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football**

**RAPPORT AU ROI**

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à exécuter certaines dispositions de l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors de matches de football (ci-après « la loi »). Ces dispositions ont trait à la « sécurité active », c'est-à-dire la mise en œuvre de moyens en personnel et en matériel nécessaire pour garantir le déroulement paisible de l'événement. Plus spécifiquement, est ici réglé le statut des stewards.

La fonction du steward est définie de manière générale à l'article 2, 5°, de la loi, et plus explicitement exposée en ses articles 12 à 17. Il convient à présent d'en définir les conditions générales de sélection, de recrutement et de formation, afin que les stewards de chaque club concerné présentent les mêmes garanties et les mêmes capacités.

Le steward est en effet appelé à jouer un rôle de premier plan dans la manière dont le spectateur « vivra » la rencontre : si l'accueil et l'orientation dans les tribunes sont importants, le spectateur doit également se sentir rassuré par la présence de stewards prêts à intervenir pour calmer les esprits en cas de tension, voire à avertir directement les personnes chargées des secours ou du maintien de l'ordre en cas de tension persistante.

N. 99 — 1824

[C - 99/00392]

**25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards**

**VERSLAG AAN DE KONING**

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben aan de handtekening van Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van enkele bepalingen van artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden (hieronder « de wet »). Deze bepalingen hebben betrekking op de « actieve veiligheid », d.w.z. het inzetten van het nodige personeel en materiaal om het vreedzame verloop van het gebeuren te garanderen. Meer in het bijzonder, wordt hier het statuut geregeld van de stewards.

De functie van de steward wordt op algemene wijze gedefinieerd in artikel 2, 5°, van de wet, en wordt explicieter uiteengezet in zijn artikelen 12 tot 17. Het past om thans de algemene voorwaarden van selectie, werving en opleiding te bepalen opdat de stewards van elke betrokken club dezelfde garanties en dezelfde capaciteiten zouden vertonen.

De steward is immers bestemd om een vooraanstaande rol te spelen in de wijze waarop de toeschouwer de wedstrijd zal beleven : indien het onthaal en de plaatsaanduiding in de tribunes belangrijk is, moet de toeschouwer zich evenzeer gerustgesteld voelen door de aanwezigheid van de stewards, klaar om tussen te komen om de gemoederen te bedaren in geval van spanning, en zelfs om onmiddellijk de personen belast met de hulpverlening of de ordehandhaving te verwittigen in geval van hardnekkige spanning.

La sélection et la formation du steward prennent dès lors tout leur sens, vu les responsabilités qui pèsent sur celui-ci. Soulignons aussi l'importance de la moralité de l'intéressé : il ne doit en aucun cas avoir été l'auteur d'un comportement qu'il est censé devoir éviter, c'est-à-dire d'un comportement susceptible de donner lieu à une exclusion de droit civil, ou une interdiction de stade judiciaire ou administrative.

La compétence qui lui est accordée à l'article 13 de la loi d'effectuer un contrôle superficiel des vêtements et bagages des spectateurs nécessite également une sélection rigoureuse et une formation pointue des candidats. Le volet théorique de la formation doit leur donner une connaissance de base des exigences que réclame la fonction, tandis que le volet théorique de la formation et le stage leur permettront de connaître leur stade et les supporters de l'équipe locale ainsi que d'acquérir une certaine expérience de terrain; c'est également l'occasion idéale d'entrer en contact étroit avec les services de police et d'intervention locaux.

Cette formation « de base » est complétée par une formation continue, prenant la forme primo d'un recyclage annuel, par lequel les stewards prennent connaissance des évolutions des matières faisant l'objet des volets théorique et pratique de la formation « de base » et secundo de briefings avant chaque rencontre. L'importance qu'il faut accorder à ce briefing est fonction des spécificités de la rencontre : c'est ainsi qu'un match international devrait requérir une autre préparation que pour un match de championnat, et si nécessaire plus étendue. Encore faut-il faire la différence entre un match « à surveillance accrue » et un match ordinaire, entre un match international opposant des équipes nationales et un match international interclubs, etc.

Les chefs de division et le chef-steward reçoivent une formation commune.

Afin de ne pas être amené, en cas d'incident, à devoir intervenir également en tant qu'agent de la force publique, et afin de rester disponible pour le service d'incendie au cas où une intervention s'avérerait nécessaire, il est recommandé qu'en pratique le steward ne soit pas membre d'un service de police local ni du service local d'incendie. Cela n'est cependant pas imposé comme tel dans l'arrêté royal.

Il y a entre le steward et l'organisateur un lien juridique, concrétisé par la convention visée à l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté. Si le steward est rémunéré, cette relation juridique prend la forme d'un contrat de travail; il s'agira dès lors de respecter les dispositions, impératives, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, spécialement les modalités de rupture du contrat. A cet égard, les causes de révocation du steward non-rémunéré, énoncées à l'article 14, §1<sup>er</sup>, de l'arrêté, ne peuvent justifier la révocation du steward rémunéré que si l'organisateur-employeur considère qu'elles sont constitutives de motif grave.

Cette distinction a été faite pour répondre aux observations formulées par la section de législation du Conseil d'Etat dans son avis L.29.015/4 du 26 mars 1999.

Il doit par ailleurs être souligné que, contrairement à ce qu'estime le Conseil d'Etat, le statut des stewards de football n'entre pas dans le champ d'application de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage telle que modifiée par un récent projet de loi. Ce projet de loi précise explicitement en son article 17 que sont exclues de son champ d'application « les personnes dont les tâches et les compétences sont définies par une autre réglementation. [...] Ainsi, les stewards concernés par la sécurité lors des matches de football sont exclus du champ d'application de la présente loi » (Documents parlementaires, Chambre, Session ordinaire, 1998-1999, n° 2027/1, p. 14).

La règle présidant au déploiement des stewards a pour objet de prévoir une certaine souplesse dans le nombre de stewards à engager, en fonction du nombre effectif de spectateurs que peut attirer un match; bien qu'un service minimum doive être assuré, on ne peut exiger de l'organisateur qu'il déploie lors de chaque rencontre un même nombre de stewards, alors que par hypothèse le nombre de spectateurs d'un match à l'autre peut varier du simple au double. C'est pourquoi la proportion est fixée à un steward pour trois cents spectateurs pour lesquels des titres d'accès ont été délivrés, étant entendu que si le calcul aboutit à un nombre comptant des décimales, il est arrondi à l'unité supérieure : c'est la seule manière de respecter la proportion 1/300. Le nombre de spectateurs présents ne peut être supérieur au nombre de titres d'accès délivrés. Dans la mesure où le nombre de spectateurs attendus ne pourrait pas être précisément prédéterminé, l'organisateur devra donc également prévoir une réserve suffisante de stewards pour toujours pouvoir respecter la proportion imposée.

De selectie en de vorming van de steward hebben derhalve hun volle betekenis, gelet op de verantwoordelijkheden die op hem wegen. Onderlijnen we ook de belangrijkheid van de moraliteit van de betrokkene : hij mag in geen enkel geval een gedrag vertonen dat hij geacht wordt te moeten vermijden, t.z. een gedrag dat vatbaar is om een uitsluiting van burgerlijk recht op te lopen of een gerechtelijk of administratief stadionverbod.

De bevoegdheid die hem is toegewezen in artikel 13 van de wet om een oppervlakkige controle te verrichten van de kledij en bagage van de toeschouwers maakt ook een rigoureuze selectie en een verregaand gespecialiseerde opleiding van de kandidaten noodzakelijk. Het theoretische gedeelte van de opleiding moet hen een basiskennis geven van de vereisten die de functie stelt, terwijl het praktische gedeelte van de opleiding en de stage hen in staat zal stellen hun stadion en de supporters van de plaatselijke ploeg te kennen en een zekere ervaring op het terrein op te doen; het is tevens de ideale gelegenheid om in nauw contact te treden met de politiediensten en de lokale interventiediensten.

Deze « basis »opleiding wordt aangevuld met een permanente opleiding, die de vorm aanneemt van ten eerste een jaarlijkse bijscholing, waardoor de stewards kennis nemen van de evoluties betreffende de onderwerpen die het voorwerp uitmaken van het theoretische en het praktische gedeelte van de « basis »opleiding en van ten tweede briefings voor elke wedstrijd. Het belang dat deze briefing heeft hangt af van de aard van de wedstrijd : het is zo dat een internationale wedstrijd een andere, en waar nodig meer uitgebreide, voorbereiding vereist dan een competitiewedstrijd. Ook moet men het onderscheid maken tussen een wedstrijd « met verhoogd toezicht » en een gewone wedstrijd, tussen een internationale wedstrijd tussen nationale ploegen en een internationale wedstrijd tussen clubs.

De divisiechefs en de hoofdsteward krijgen een gemeenschappelijke opleiding.

Om, in geval van incident, niet terzelfdertijd te moeten optreden als lid van de openbare macht en om beschikbaar te blijven voor de brandweerdienst in het geval waarin een interventie zou nodig blijken, verdient het in de praktijk aanbeveling dat de steward geen lid van een lokale politiedienst, noch van de plaatselijke brandweerdienst is. Dit wordt als dusdanig echter niet opgelegd in het koninklijk besluit.

Er bestaat een juridische band tussen de steward en de organisator die geconcretiseerd wordt door de overeenkomst voorzien in artikel 3, tweede lid van het besluit. Indien de steward bezoldigd wordt neemt deze band de vorm aan van een arbeidsovereenkomst; men zal dan ook de dwingende bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, meer bepaald de regelingen voor de verbrekking van de arbeidsovereenkomst, moeten naleven. Daaromtrent kunnen de redenen tot de ontzetting uit de functie van de niet-bezoldigde steward, uitgedrukt in artikel 14, § 1, van het besluit, het ontslag van de bezoldigde steward alleen rechtvaardigen indien de organisator-werkgever meent dat zij een dringende reden uitmaken.

Dit onderscheid werd gemaakt om te beantwoorden aan de opmerkingen geformuleerd door de afdeling wetgeving van de Raad van State in zijn advies L.29.015/4 van 26 maart 1999.

Bovendien moet onderstreept worden dat, in tegenstelling tot wat de Raad van State meent, het statuut van de voetbalstewards niet onder het toepassingsgebied van de wet van 10 april 1990 op de bewakings-ondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten valt, zoals gewijzigd door een recent wetsontwerp; dit wetsontwerp bepaalt in artikel 17 uitdrukkelijk dat uitgesloten worden van het toepassingsgebied « de personen wiens taken en bevoegdheden worden bepaald door een andere wetgeving. [...] Zo worden de stewards die betrokken worden bij de veiligheid bij voetbalwedstrijden van het toepassingsgebied van deze wet uitgesloten » (Parlementaire stukken, Kamer, Gewone zitting, 1998-1999, nr. 2027/1, p. 14).

De regel die ten grondslag ligt aan de inzet van stewards heeft tot voorwerp een zekere soepelheid in het aantal aan te werven stewards te voorzien, in functie van het effectief aantal toeschouwers die een match kan aantrekken; hoewel een minimale dienst moet verzekerd worden, kan men van de organisator niet eisen dat hij bij elke wedstrijd een zelfde aantal stewards inzet, terwijl bij hypothese het aantal toeschouwers bij de ene of de andere wedstrijd tot twee maal zo hoog kan zijn. Dit is waarom de verhouding bepaald is op 1 steward voor driehonderd toeschouwers waarvoor toegangsbewijzen ter beschikking zijn gesteld, met dien verstande dat indien de berekening uitkomt op een aantal dat decimale omvat, het afgerond wordt op de hogere eenheid : dit is de enige manier om de verhouding 1/300 te respecteren. Het aantal aanwezige toeschouwers kan niet hoger zijn dan het aantal ter beschikking gestelde toegangsbewijzen. In de mate dat het aantal te verwachten toeschouwers niet precies zou kunnen worden voorspeld, zal de organisator dan ook een voldoende reserve aan stewards moeten voorzien om de opgelegde verhouding in elk geval te kunnen respecteren.

Cette proportion d'un steward pour 300 spectateurs n'est bien entendu qu'un minimum; les autorités locales peuvent prévoir des règles plus strictes, soit de manière générale, soit pour certains matches déterminés. Rien n'empêche donc qu'une convention conclue entre un club et le bourgmestre de la commune prévoie qu'il faudra un steward pour deux cents, cent cinquante, ... spectateurs.

Il est de toute manière requis qu'il faut au moins 10 stewards par rencontre, quel que soit le nombre réel de spectateurs. Ce nombre minimum est abaissé à 5 pour les clubs de deuxième division.

Il convient de souligner le rôle essentiel que remplit la fédération sportive coordinatrice. C'est en effet elle qui assure l'organisation de la partie théorique de la formation, la coordination des volets pratiques de la formation et des stages, la formation spécifique des chefs de division et du chef-steward et la délivrance des cartes d'identification des stewards; c'est ainsi l'uniformité du profil du steward qui est assurée. C'est elle aussi qui assure la coordination de la rédaction des accords d'échange de stewards entre les organisateurs et qui fixe les conditions de promotion des stewards.

Telles sont les dispositions contenues dans le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de proposer à Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
De Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

#### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 23 mars 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions de nomination et le statut des stewards", a donné le 26 mars 1999 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre et le préambule s'expriment en ces termes :

« Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration; ».

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

#### Observations générales

1. L'article 2 du projet prévoit qu'il s'applique "à tous les stewards au sens de l'article 2, 5°, de la loi, que ceux-ci soient engagés par l'organisateur en tant que volontaires bénévoles ou en tant que professionnels rémunérés".

L'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football dispose :

« Les organisateurs d'un match national de football ou d'un match international de football engagent des stewards des deux sexes. »

Selon l'article 2, 5°, de la même loi, le steward est "une personne physique engagée par l'organisateur".

Des travaux préparatoires de la loi, il ressort que cet engagement peut être bénévole ou effectué contre rémunération (1).

Dans les deux cas, un lien juridique est établi entre l'organisateur du match de football et le steward, personne physique. Lorsque la fonction est exercée contre rémunération, l'organisateur et le steward sont liés

Deze verhouding van één steward voor 300 toeschouwers is natuurlijk slechts een minimum; de lokale overheden kunnen in strengere regels voorzien, hetzij op een algemene manier, hetzij voor bepaalde vastgestelde wedstrijden. Niets belet dus dat een overeenkomst afgesloten tussen een club en de burgemeester van de gemeente voorziet dat er één steward voor tweehonderd, honderdvijftig, ... toeschouwers moet zijn.

In elk geval zijn minimum 10 stewards per wedstrijd vereist, wat ook het reële aantal toeschouwers is. Dit minimum aantal wordt verlaagd tot vijf voor de clubs van tweede afdeling.

Het past de essentiële rol die de overkoepelende sportbond vervult, te onderstrepen. Het is immers deze die de organisatie van het theoretische gedeelte van de opleiding verzekert, de coördinatie van de praktische gedeeltes van de opleiding en de stages, de specifieke opleiding van de divisiechefs en de hoofdsteward en de aflevering van de identificatiekaarten van de stewards; het is zo dat de uniformiteit van het profiel van de steward wordt verzekerd. Het is deze ook die de coördinatie verzekert van het sluiten van de overeenkomsten tot uitwisseling van stewards tussen organisatoren en die de promotievoorwaarden van de stewards bepaalt.

Dit zijn de bepalingen vervat in het ontwerp van besluit dat de Regering de eer heeft U ter ondertekening voor te leggen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

#### ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 maart 1999 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de voorwaarden van benoeming en het statuut van de stewards", heeft op 26 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag en in de aanhef als volgt :

« Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet voor de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur; ».

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot het maken van de volgende opmerkingen.

#### Algemene opmerkingen

1. Artikel 2 van het ontwerp bepaalt dat het van toepassing is "op alle stewards in de zin van artikel 2, 5°, van de wet, ongeacht of deze door de organisator worden aangeworven als onbezoldigde vrijwilligers dan wel als betaalde professionelen".

Artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden bepaalt :

« De organisatoren van een nationale voetbalwedstrijd of van een internationale voetbalwedstrijd werven mannelijke en vrouwelijke stewards aan. »

Volgens artikel 2, 5°, van dezelfde wet is de steward "een natuurlijke persoon, aangeworven door de organisator".

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt dat die dienstverhouding gebaseerd kan zijn op vrijwilligerswerk of bezoldigd kan zijn (1).

In beide gevallen bestaat een juridische band tussen de organisator van de voetbalwedstrijd en de steward, een natuurlijke persoon. Wanneer de functie wordt uitgeoefend tegen bezoldiging, zijn de

par un contrat de travail. Il ne fait pas de doute en effet que le steward est dans un lien de subordination à l'égard de l'organisateur qui l'a engagé.

A cet égard l'article 14 du projet qui traite de la "révocation" des stewards pose problème et appelle l'observation suivante :

Si le steward a été engagé dans les liens d'un contrat de travail, il ne peut être mis fin au contrat que dans les conditions fixées par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, lesquelles sont impératives.

La loi précitée du 21 décembre 1998 ne déroge pas à la loi du 3 juillet 1978 et n'habilite pas davantage le Roi à le faire.

Il s'ensuit que l'organisateur ne pourra mettre fin au contrat pour l'une des causes énumérées à l'article 14 du projet que dans la mesure où celle-ci constitue une cause de rupture de contrat prévue par la susdite loi du 3 juillet 1978.

2. Le Gouvernement a déposé un projet de loi modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

Le texte de ce projet, tel qu'il a été adopté par la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique (2) le 19 mars 1999, soumet à autorisation l'activité consistant en la "surveillance et le contrôle de personnes dans le cadre du maintien de la sécurité dans les lieux accessibles au public".

Compte tenu des tâches qui leur sont confiés par la loi du 21 décembre 1998, les services de stewards, engagés par les organisateurs de matches de football, entrent dans la définition des services internes de gardiennage visés par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la loi du 10 avril 1990, tel que modifié par ce projet de loi.

Or, les conditions posées par le présent projet au recrutement de stewards différent de celles prévues par le projet de loi.

Si celui-ci devait être adopté tel quel, il conviendrait d'adapter le présent projet en conséquence.

#### Observations particulières

##### Intitulé

L'intitulé ne reflète qu'incomplètement l'objet du projet d'arrêté.

Dans l'intérêt de la sécurité juridique et par souci de précision, il devrait être rédigé comme suit :

« Projet d'arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football. »

##### Préambule

Le fondement légal de l'arrêté en projet est contenu à l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football. L'alinéa 1<sup>er</sup> du préambule sera modifié en conséquence.

##### Dispositif

##### Article 1<sup>er</sup>

Le 1° de cet article peut être omis. En effet, la définition qu'il contient peut être reproduite dans chaque disposition du projet sans pour autant que la rédaction du texte ne s'en trouve alourdie.

##### Article 4

Cet article fait peser sur la fédération sportive coordinatrice des obligations mal définies (que signifie en effet être "responsable de la rédaction d'un accord national" ? Comment la fédération sportive coordinatrice pourrait-elle "faire respecter cet accord par les organisateurs" ?).

Il ne peut trouver dans l'article 8 de la loi du 21 décembre 1998 précitée son fondement légal. Celui-ci ne peut pareillement être trouvé dans l'article 11, 1°, de la loi du 21 décembre 1998, qui n'habilite pas le Roi à cet effet.

A défaut de fondement légal, l'article examiné doit être omis.

##### Articles 10, 12, et 13

Les articles 10, § 1, 12, § 2, et 13 du projet disposent que les programmes de formation des stewards, le programme de leur recyclage annuel et celui de la formation spécifique supplémentaire des chefs de division et des chefs-stewards, doivent être agréés ou reconnus par le Ministre de l'Intérieur.

organisateur en de steward gebonden door een arbeidsovereenkomst. Er bestaat immers geen twijfel over dat er een band van ondergeschiktheid bestaat tussen de steward en de organisator die hem in dienst heeft genomen.

In dat opzicht vormt artikel 14 van het ontwerp, dat handelt over de "ontzetting" van de stewards, een probleem en behoort erbij de volgende opmerking te worden gemaakt :

Indien de steward in dienst genomen is op basis van een arbeidsovereenkomst, kan de overeenkomst alleen worden beëindigd onder de voorwaarden gesteld bij de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, welke voorwaarden dwingend zijn.

De voormelde wet van 21 december 1998 wijkt niet af van de wet van 3 juli 1978 en machtigt evenmin de Koning om ervan af te wijken.

Daaruit volgt dat de organisator de overeenkomst alleen kan beëindigen om een van de redenen opgenoemd in artikel 14 van het ontwerp, in zoverre deze reden een van de redenen vormt om een overeenkomst te verbreken, waarin de voormelde wet van 3 juli 1978 voorziet.

2. De Regering heeft een ontwerp van wet ingediend tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

De tekst van dat ontwerp, zoals hij op 19 maart 1999 is goedgekeurd door de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt (2), stelt een vergunningsplicht in voor de activiteit die bestaat in "toezicht op en controle van personen met het oog op het verzekeren van de veiligheid op voor het publiek toegankelijke plaatsen".

Gelet op de taken die hun zijn opgedragen bij de wet van 21 december 1998, vallen de diensten van de stewards, in dienst genomen door de organisatoren van voetbalwedstrijden, onder de definitie van de interne bewakingsdiensten bedoeld in artikel 1, § 2, van de wet van 10 april 1990, zoals het is gewijzigd bij dat wetsontwerp.

De bij het onderhavige ontwerp gestelde voorwaarden voor het aanwerven van stewards verschillen evenwel van die waarin het wetsontwerp voorziet.

Mocht dat wetsontwerp als zodanig worden goedgekeurd, dan zou het onderhavige ontwerp dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

#### Bijzondere opmerkingen

##### Opschrift

Het opschrift sluit slechts gedeeltelijk aan bij het onderwerp van het ontwerpbesluit.

Ter wille van de rechtszekerheid en de duidelijkheid zou het als volgt moeten worden gesteld :

« Ontwerp van koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards. »

##### Aanhef

De rechtsgrond van het ontworpen besluit ligt vervat in artikel 8 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden. Het eerste lid van de aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast.

##### Dispositief

##### Artikel 1

Onderdeel 1° van dit artikel mag vervallen. De definitie die erin is vervat kan immers worden weergegeven in elke bepaling van het ontwerp zonder dat de redactie van de tekst erdoor te log wordt.

##### Artikel 4

Dit artikel doet op de overkoepelende sportbond verplichtingen rusten die niet duidelijk omschreven worden (wat betekent immers "verantwoordelijk voor het opstellen van een nationale overeenkomst" ? Hoe zou de overkoepelende sportbond "de organisatoren deze overeenkomst (laten) naleven" ?).

Het kan zijn rechtsgrond niet ontleen aan artikel 8 van de voormelde wet van 21 december 1998. Het kan die rechtsgrond evenmin ontleen aan artikel 11, 1°, van de wet van 21 december 1998, dat de Koning daartoe niet machtigt.

Bij gebrek aan rechtsgrond moet het onderzochte artikel vervallen.

##### Artikelen 10, 12 en 13

De artikelen 10, § 1, 12, § 2, en 13 van het ontwerp bepalen dat de programma's van de opleiding van de stewards, het programma van hun jaarlijkse bijscholing en dat van de bijkomende specifieke opleiding voor divisiechefs en hoofdstewards door de Minister van Binnenlandse Zaken moeten worden goedgekeurd of erkend.

Les dispositions précitées ne prévoient toutefois pas dans quelles conditions et selon quelles procédures les agréments et la reconnaissance seront accordés ou refusés.

Le projet doit être complété sur ces points.

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck et P. Lienardy, conseillers d'Etat;

Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été rédigé par M. L. Detroux, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Nikis, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

#### Notes

(1) Rapport fait au nom de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, doc. parl., Chambre, session 97-98, n° 1572/5, p. 24.

(2) Doc. parl., Chambre, n° 2027/4-98/99.

### 25 MAI 1999. — Arrêté royal déterminant les conditions d'engagement des stewards de football

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, notamment l'article 8;

Vu l'avis favorable de l'inspecteur des Finances, donné le 19 août 1998;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté détermine des mesures auxquelles les organisateurs de matches de football ne pourraient qu'imparfaitement satisfaire si elles ne pouvaient être prises avant le début de la nouvelle saison de football; que tout retard dans l'entrée en vigueur du présent arrêté risque de reporter ses effets utiles de plusieurs mois, ce qui contreviendrait à l'esprit de la loi et ne correspondrait pas au principe de bonne administration;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 avril 1999 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, et à moins qu'il n'en soit précisé autrement, il convient d'entendre par « l'organisateur » : l'organisateur d'un match national de football ou d'un match international de football au sens de l'article 2 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

**Art. 2.** Les dispositions du présent arrêté sont d'application à tous les stewards au sens de l'article 2, 5°, de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, que ceux-ci soient engagés par l'organisateur en tant que volontaires non-rémunérés ou en tant que professionnels rémunérés.

#### CHAPITRE II. — Responsabilité des organisateurs et de la fédération sportive coordinatrice à l'égard des stewards

**Art. 3.** L'appel aux candidats, la sélection, le recrutement et la formation des stewards incombent à l'organisateur, conformément à l'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

L'organisateur conclut une convention écrite avec les candidats stewards et les stewards engagés.

Il fait le nécessaire pour contrôler à intervalles réguliers si tous les candidats stewards et les stewards satisfont encore aux conditions en matière de sélection, engagement et formation. En cas de révocation ou de licenciement d'un steward, au sens de l'article 14 du présent arrêté,

De voormelde bepalingen vermelden evenwel niet onder welke voorwaarden en volgens welke procedures die goedkeuring en erkenning wordt verleend of geweigerd.

Het ontwerp moet op die punten worden aangevuld.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck en P. Lienardy, staatsraden;

Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd opgesteld door de heer L. Detroux, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Nikis, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

#### Nota's

(1) Verslag uitgebracht namens de commissie voor de Binnenlandse Zaken, De Algemene Zaken en het Opmerbaar Ambt, Gedr. St., Kamer, zitting 97-98, nr. 1572/5, blz. 24.

(2) Gedr. St., Kamer, nr. 2027/4-98/99.

### 25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden voor de indienstneming van voetbalstewards

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het gunstig advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 19 augustus 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit maatregelen bepaalt waaraan de organisatoren van voetbalwedstrijden slechts op gebrekkige wijze zouden kunnen voldoen indien deze niet vóór de aanvang van het nieuwe voetbalseizoen genomen worden; dat elke vertraging bij de inwerking-treding van dit besluit riskeert haar nuttig effect met meerdere maanden uit te stellen, wat strijdig zou zijn met de geest van de wet en het principe van behoorlijk bestuur;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 7 april 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit, en behoudens anders-luidende bepaling, wordt begrepen onder « de organisator » : de organisator van een nationale voetbalwedstrijd of van een internationale voetbalwedstrijd in de zin van artikel 2 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

**Art. 2.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op alle stewards in de zin van artikel 2, 5°, van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, ongeacht of deze door de organisator worden aangeworven als onbezoldigde vrijwilligers dan wel als bezoldigde professionelen.

#### HOOFDSTUK II. — Verantwoordelijkheid van de organisatoren en van de overkoepelende sportbond voor stewards

**Art. 3.** De organisator is overeenkomstig artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden verantwoordelijk voor de oproep tot de kandidaten, de selectie, de werving en de opleiding van de stewards.

De organisator gaat een schriftelijke overeenkomst aan met de aangeworven kandidaat-stewards en stewards.

Hij doet het nodige om op regelmatige tijdstippen te controleren of alle kandidaat-stewards en stewards nog voldoen aan de voorwaarden inzake selectie, werving en opleiding. Bij ontzetting of ontslag van een steward in de zin van artikel 14 van dit besluit, verwittigt hij

il en avertit immédiatement la fédération sportive coordinatrice afin que la carte d'identification de steward soit retirée à l'intéressé, conformément à l'article 14 du présent arrêté.

**Art. 4.** L'organisateur conclut avec le club visiteur un accord réglant l'échange de stewards entre eux, ainsi que l'obligation pour le responsable de la sécurité d'informer les stewards du club visiteur.

Conformément à l'article 11 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, la fédération sportive coordinatrice assure la coordination de ces conventions.

#### CHAPITRE III. — *Les stewards et leur organisation*

**Art. 5.** Les stewards, engagés par l'organisateur en vertu de l'article 7 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football, sont classés selon la hiérarchie suivante : steward, chef de division, chef steward.

Les chefs de division supervisent et assistent les stewards dans une partie définie des tribunes; ils font exécuter les instructions du chef steward.

Le chef steward coordonne et assure la supervision générale du travail des stewards.

**Art. 6.** Sans préjudice de l'article 13 du présent arrêté, la fédération sportive coordinatrice détermine les conditions que les stewards doivent remplir pour avancer dans la hiérarchie.

**Art. 7.** Les stewards sont impliqués dans la coordination de la sécurité lors de rencontres de football; ils sont représentés par le chef steward aux réunions du conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football visé à l'article 9 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football.

#### CHAPITRE IV. — *Sélection, recrutement et formation des candidats stewards et des stewards*

**Art. 8.** Les conditions minimales que doivent remplir les candidats stewards et les stewards sont :

- 1° avoir atteint l'âge de 18 ans;
- 2° être en possession d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs;
- 3° ne pas avoir fait l'objet au cours des cinq années précédant son engagement d'une mesure d'interdiction civile, administrative ou judiciaire de stade ou d'une interdiction de stade à titre de mesure de sûreté;
- 4° présenter l'aptitude physique requise pour exercer la fonction; cette aptitude est vérifiée chaque année au moyen d'un examen médical;
- 5° présenter un profil psychologique adéquat. Ce profil est évalué par le responsable de la sécurité, le chef-steward et un officier de police sur la base d'un entretien avec le candidat. Les éléments suivants sont évalués lors de l'examen du profil psychologique :

- Stabilité psychique;
- Gestion des émotions / résistance au stress;
- Rationalité suffisante;
- Capacités d'observation;
- Dispositions à passer à l'action;
- Sens des responsabilités.

**Art. 9.** Le candidat steward ayant satisfait aux conditions énoncées à l'article 8 du présent arrêté est admis à la formation de steward.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. La formation, dont le programme doit être agréé par le Ministre de l'Intérieur, comprend un volet théorique, un volet pratique et un stage :

1° le volet théorique dure au moins six heures; il est prodigué par la fédération sportive coordinatrice visée à l'article 11 de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football et consiste au minimum en l'apprentissage des sujets suivants :

- Organisation et procédures de sécurité;
- Législation de base;
- Psychologie des foules;
- Techniques d'observation;
- Techniques de contrôle d'accès;

onmiddellijk de overkoepelende sportbond teneinde de stewardidentificatiekaart van de betrokkene in te trekken overeenkomstig artikel 14 van dit besluit.

**Art. 4.** De organisator sluit met de bezoekende club een overeenkomst, die de organisatie van de onderlinge uitwisseling van stewards en de verplichting voor elke veiligheidsverantwoordelijke om de stewards van de bezoekende club te informeren regelt.

Overeenkomstig artikel 11 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, verzekert de overkoepelende sportbond de coördinatie van deze overeenkomsten.

#### HOOFDSTUK III. — *De stewards en hun organisatie*

**Art. 5.** De stewards, aangeworven door de organisator krachtens artikel 7 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, worden onderverdeeld op basis van volgende hiërarchie : steward, divisiechef, hoofdsteward.

De divisiechefs superviseren en assisteren de stewards in een welbepaalde afdeling van de tribunes; ze laten de onderrichtingen van de hoofdsteward uitvoeren.

De hoofdsteward coördineert en staat in voor het algemeen toezicht op het werk van de stewards.

**Art. 6.** Onverminderd artikel 13 van dit besluit, bepaalt de overkoepelende sportbond de voorwaarden die de stewards moeten vervullen om te vorderen in de hiërarchie.

**Art. 7.** De stewards worden betrokken bij de coördinatie van de veiligheid bij voetbalwedstrijden; ze worden op de vergaderingen van de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden, bedoeld in artikel 9 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden, vertegenwoordigd door de hoofdsteward.

#### HOOFDSTUK IV. — *Selectie, werving en opleiding van kandidaat- stewards en stewards*

**Art. 8.** De minimumvoorwaarden waaraan de kandidaat-stewards en de stewards dienen te voldoen zijn :

- 1° de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;
- 2° in het bezit zijn van een getuigschrift van goed gedrag en zeden;
- 3° gedurende de vijf jaar voorafgaand aan zijn aanwerving niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een burgerrechtelijk, administratief of gerechtelijk stadionverbod of van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel;
- 4° de vereiste fysieke geschiktheid hebben om de functie uit te oefenen; deze geschiktheid wordt elk jaar gecontroleerd aan de hand van een medisch onderzoek;
- 5° over een gepast psychologisch profiel beschikken. Dit profiel wordt geëvalueerd door de veiligheidsverantwoordelijke, de hoofdsteward en een politie-officier op basis van een onderhoud met de kandidaat. Bij het testen van het psychologisch profiel worden volgende elementen geëvalueerd :

- Psychische stabiliteit;
- Emotionele beheersheid / stressbestendigheid;
- Voldoende rationaliteit;
- Observatievermogen;
- Actiebereidheid;
- Verantwoordelijkheidszin.

**Art. 9.** De kandidaat-steward die aan de in artikel 8 van dit besluit vermelde voorwaarden voldoet wordt toegelaten tot de opleiding tot steward.

**Art. 10.** § 1. De opleiding, waarvan het programma door de Minister van Binnenlandse Zaken moet erkend worden, omvat een theoretisch gedeelte, een praktisch gedeelte en een stage :

1° het theoretische gedeelte duurt minstens zes uur; het wordt verstrekt door de overkoepelende sportbond bedoeld in artikel 11 van de wet van 21 december 1998 betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden en bestaat minstens in het aanleren van de volgende onderwerpen :

- Organisatie en veiligheidsprocedures;
- Basiswetgeving;
- Massapsychologie;
- Observatietechnieken;
- Toegangscontroletechnieken;

— Gestion des conflits;

2° le volet pratique dure au moins six heures; il est prodigué par l'organisateur en collaboration avec les services de police, le service d'incendie et un service d'intervention médicale, et comprend au minimum les :

— Techniques d'identification;

— Premiers soins et procédures d'évacuation du stade;

— Connaissance du club, en ce compris son règlement d'ordre intérieur, et des groupes à risques locaux;

— Collaboration avec les services de police, d'incendie, d'intervention médicale et sociaux locaux;

— Fourniture des informations nécessaires relatives au comportement des supporters des clubs les plus importants.

3° le stage consiste en l'accompagnement et l'assistance de stewards nommés pendant au moins cinq matches.

La fédération sportive coordinatrice assure la coordination des volets pratiques et des stages assurés par les organisateurs.

§ 2. Le candidat est évalué à la fin de chaque volet et du stage. L'évaluation du volet théorique est faite par les formateurs; l'évaluation du volet pratique et du stage est faite par le responsable de la sécurité et par le chef-steward.

**Art. 11.** En cas d'évaluation positive pour la formation complète, le candidat steward est nommé steward pour des matches nationaux de football, et reçoit de la fédération sportive coordinatrice la carte d'identification de steward visée à l'article 17 du présent arrêté.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le steward bénéficie d'une formation continue, consistant d'une part en un recyclage annuel, et d'autre part en des briefings.

§ 2. Le recyclage annuel, dont le programme doit être agréé par le Ministre de l'Intérieur, dure au moins six heures. Il est assuré par l'organisateur et porte au moins sur les éventuelles modifications et évolutions des matières faisant l'objet des volets théorique et pratique de la formation.

Le briefing a lieu avant chaque rencontre, sous la direction du responsable de la sécurité. Les stagiaires, les stewards de l'organisateur ainsi que les stewards du club visiteur sont présents à ce briefing, durant lequel l'information utile relative à l'infrastructure du stade et à la collaboration entre les stewards et les services d'ordre est délivrée. Ce briefing tient compte des spécificités de la rencontre.

#### CHAPITRE V. — *Conditions spécifiques aux chefs de division et au chef-steward*

**Art. 13.** Pour qu'un steward puisse intervenir en tant que chef de division ou chef-steward, il doit suivre une formation spécifique supplémentaire, d'au moins six heures, en plus de la formation prévue à l'article 10 du présent arrêté. Cette formation spécifique est organisée par la fédération sportive coordinatrice et est reconnue par le Ministre de l'Intérieur. Cette formation traite au moins de la gestion humaine et des techniques de communication.

#### CHAPITRE VI. — *Révocation*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le steward non-rémunéré est révoqué de ses fonctions par l'organisateur, avec retrait immédiat de sa carte d'identification de steward par la fédération sportive coordinatrice, si :

— il ne dispose plus de la capacité physique demandée ou du profil psychologique adéquat pour exercer les fonctions;

— il ne suit pas le recyclage annuel prescrit à l'article 12, §2, alinéa 1<sup>er</sup>, du présent arrêté;

— il fait l'objet d'une interdiction de stade civile, administrative ou judiciaire ou d'une interdiction de stade à titre de mesure de sûreté;

— il ne peut plus produire de certificat de bonnes conduites, vie et mœurs;

— il a commis une faute grave dans l'exercice de ses fonctions, constatée par le responsable de la sécurité ou par le conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football.

Le steward rémunéré est licencié conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail. Sa carte d'identification de steward est immédiatement retirée par la fédération sportive coordinatrice.

— Conflictbeheer;

2° het praktische gedeelte duurt minstens zes uur; het wordt verstrekt door de organisator in samenwerking met de politiediensten, de brandweer en een medische interventiedienst en bestaat minstens uit :

— Identificatietechnieken;

— Eerste zorgen en procedures voor evacuatie van het stadion;

— Kennis van de club, inclusief zijn reglement van inwendige orde, en van de lokale risicogroepen;

— Samenwerking met de lokale politiediensten, brandweer, medische interventiedienst en sociale diensten;

— Het verstrekken van de nodige inlichtingen omtrent het supportersgedrag van de belangrijkste clubs.

3° de stage omvat het vergezellen en assisteren van benoemde stewards gedurende minstens vijf wedstrijden.

De overkoepelende sportbond zorgt voor de coördinatie van de door de organisatoren verzekerde praktische gedeeltes en stages.

§ 2. Op het einde van elk gedeelte en van de stage wordt de kandidaat geëvalueerd. Voor het theoretische gedeelte gebeurt de evaluatie door de lesgevers; voor het praktische gedeelte en de stage gebeurt de evaluatie door de veiligheidsverantwoordelijke en de hoofdsteward.

**Art. 11.** In geval van positieve evaluatie voor de volledige opleiding wordt de kandidaat-steward benoemd als steward voor nationale voetbalwedstrijden en ontvangt hij van de overkoepelende sportbond de steward-identificatiekaart, bedoeld in artikel 17 van dit besluit.

**Art. 12.** § 1. De steward krijgt een permanente opleiding, die enerzijds bestaat uit een jaarlijkse bijscholing en anderzijds uit briefings.

§ 2. De jaarlijkse bijscholing, waarvan het programma moet erkend worden door de Minister van Binnenlandse Zaken, duurt minstens zes uur. Zij wordt verzekerd door de organisator en heeft ten minste betrekking op de eventuele wijzigingen en evoluties betreffende de onderwerpen die het voorwerp uitmaken van het theoretische en het praktische gedeelte van de opleiding.

Elke wedstrijd wordt voorafgegaan door een briefing onder leiding van de veiligheidsverantwoordelijke. Op deze briefing zijn de stagiaires en de stewards van de organisator en van de bezoekende ploeg aanwezig, en wordt de nodige informatie betreffende de infrastructuur van het stadion en betreffende de samenwerking tussen de stewards en de ordediensten verschaft. Deze briefing houdt rekening met de eigenheid van de wedstrijd.

#### HOOFDSTUK V. — *Specifieke voorwaarden voor de divisiechefs en voor de hoofdsteward*

**Art. 13.** Opdat een steward zou kunnen optreden als divisiechef of hoofdsteward, dient hij naast de in artikel 10 van dit besluit voorziene opleiding een bijkomende specifieke opleiding te volgen van minstens zes uur. Deze specifieke opleiding wordt georganiseerd door de overkoepelende sportbond en wordt erkend door de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze opleiding behandelt minstens het leidinggeven en communicatietechnieken.

#### HOOFDSTUK VI. — *Ontzetting*

**Art. 14.** § 1. De onbezoldigde steward wordt door de organisator ontzet uit zijn functie als steward, met onmiddellijke intrekking van zijn stewardidentificatiekaart door de overkoepelende sportbond, indien :

— hij niet meer beschikt over de vereiste fysieke geschiktheid en/of het gepast psychologisch profiel om de functie uit te oefenen;

— hij de jaarlijkse bijscholing, zoals voorgeschreven in artikel 12, § 2, eerste lid, van dit besluit, niet volgt;

— hij het voorwerp uitmaakt van een burgerrechtelijk, administratief of gerechtelijk stadionverbod of van een stadionverbod als beveiligingsmaatregel;

— hij geen getuigschrift van goed gedrag en zeden meer kan voorleggen;

— Hij een ernstige tekortkoming heeft begaan in de uitoefening van zijn functie, vastgesteld door de veiligheidsverantwoordelijke of door de lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden.

De bezoldigde steward wordt ontslagen conform de bepalingen van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten. Zijn stewardidentificatiekaart wordt door de overkoepelende sportbond onmiddellijk ingetrokken.

§ 2. Quand le steward révoqué ou licencié désire à nouveau être engagé en tant que steward, il doit de nouveau remplir toutes les conditions et effectuer à nouveau la procédure entière de sélection telle que prévue aux articles 8, 9 et 10 du présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — Nombre de stewards à déployer

**Art. 15.** L'organisateur déploie le nombre de stewards déterminé en divisant par 300 le nombre de places pour lesquelles des titres d'accès ont été mis à disposition pour la rencontre, sans que cependant le nombre de stewards à déployer puisse être inférieur à 10; ce nombre minimum de 10 est ramené à 5 s'il s'agit d'un club qui évolue en deuxième division nationale.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le responsable de la sécurité peut tenir compte des stewards qui accompagnent le club visiteur pour déterminer le nombre de stewards à déployer lors du match en question, étant entendu que le nombre de stewards de l'organisateur doit toujours représenter au moins les deux tiers du nombre total de stewards à déployer.

Dans ce cas, les stewards du club visiteur épaulent les stewards de l'organisateur, en respectant le dispositif de sécurité établi par les services compétents.

§ 2. Le responsable de la sécurité ne peut pas tenir compte des stagiaires visés aux articles 9 à 11 du présent arrêté pour déterminer le nombre de stewards à déployer lors du match en question.

En outre, il ne peut être tenu compte que des stewards qui étaient présents au briefing visé à l'article 12, § 2, alinéa 2, du présent arrêté.

#### CHAPITRE VIII. — Equipement

**Art. 17.** Les stewards et les stagiaires portent un survêtement fluorescent d'une couleur déterminée par la fédération sportive coordinatrice n'arborant que l'inscription STEWARD; les chefs de compartiment et chefs stewards portent en outre un signe distinctif.

Les stewards sont en possession d'une carte d'identification délivrée par la fédération sportive coordinatrice. Cette carte comporte une photographie d'identité.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions finales

**Art. 18.** Les stewards titulaires d'une carte d'identification délivrée par la fédération sportive coordinatrice avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont présumés répondre aux conditions fixées aux articles 10 et 11 du présent arrêté pour autant qu'ils aient suivi avant le 31 décembre 1999 un premier recyclage annuel tel que prévu à l'article 12 du présent arrêté.

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 20.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT  
Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

§ 2. Wanneer de ontzette of ontslagen steward opnieuw als steward wenst ingezet te worden, dient hij opnieuw aan alle voorwaarden te voldoen en de volledige selectieprocedure zoals voorzien in de artikelen 8, 9 en 10 van dit besluit opnieuw te doorlopen.

#### HOOFDSTUK VII. — Aantal in te zetten stewards

**Art. 15.** De organisator zet het aantal stewards in dat bepaald wordt door het aantal toeschouwers waarvoor toegangsbewijzen voor de wedstrijd ter beschikking gesteld zijn te delen door 300, zonder dat het aantal in te zetten stewards evenwel kleiner kan zijn dan 10; dit minimum aantal van 10 wordt herleid tot 5 indien het gaat om een club die in tweede nationale afdeling speelt.

**Art. 16.** § 1. De veiligheidsverantwoordelijke mag rekening houden met de stewards die de bezoekende ploeg vergezellen om het aantal stewards te bepalen dat tijdens bedoelde wedstrijd moet ingezet worden, met dien verstande dat het aantal stewards van de organisator steeds minimum twee derden van het totaal in te zetten aantal stewards moet bedragen.

In dat geval staan de stewards van de bezoekende ploeg de stewards van de organisator bij. Hierbij respecteren ze het door de bevoegde diensten ingezette veiligheidsapparaat.

§ 2. De veiligheidsverantwoordelijke mag geen rekening houden met de stagiaires bedoeld in de artikelen 9 tot en met 11 van dit besluit om het aantal stewards te bepalen die tijdens bedoelde wedstrijd moeten ingezet worden.

Bovendien mag enkel rekening gehouden worden met de stewards die aanwezig zijn op de briefing bedoeld in artikel 12, § 2, tweede lid, van dit besluit.

#### HOOFDSTUK VIII. — Uitrusting

**Art. 17.** De stewards en de stagiaires dragen een fluorescerende bovenkledij waarvan de kleur bepaald wordt door de overkoepelende sportbond, met het opschrift STEWARD; de divisiechefs en de hoofd-stewards dragen bovendien een onderscheidingsteken.

De stewards zijn in het bezit van een identificatiekaart, afgeleverd door de overkoepelende sportbond. Deze kaart bevat een pasfoto.

#### HOOFDSTUK IX. — Slotbepalingen

**Art. 18.** De stewards die houder zijn van een identificatiekaart afgeleverd door de overkoepelende sportbond voor de datum van de inwerkingtreding van dit besluit, worden verondersteld te beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van dit besluit, voor zover zij voor 31 december 1999 een eerste jaarlijkse bijscholing hebben gevolgd, zoals voorzien in artikel 12 van dit besluit.

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 20.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT  
Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

#### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 99 — 1825 (99 — 1531) [C — 99/21305]

**4 MAI 1999. — Arrêté royal relatif à la composition et au fonctionnement des cabinets ministériels fédéraux et au personnel des ministères appelé à faire partie du cabinet d'un membre d'un Gouvernement ou d'un Collège d'une Communauté ou d'une Région. — Erratum**

Au *Moniteur belge* n° 104 du 29 mai 1999, dans le texte français :

- p. 19336, à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu de lire :

« Le nombre de membres du personnel d'exécution dont la rémunération est réglée en application de l'article 12 ou de l'article 16 de cet arrêté, est limité à 75 % du cadre autorisé, sauf pour les agents en provenance des institutions publiques de crédit, des entreprises publiques autonomes, des institutions publiques de sécurité sociale et des autres organismes d'intérêt public, qui ressortissent à la compétence des membres du Gouvernement concernés. »

#### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 99 — 1825 (99 — 1531) [C — 99/21305]

**4 MEI 1999. — Koninklijk besluit betreffende de samenstelling en de werking van de federale ministeriële kabinetten en betreffende het personeel van de ministeries aangewezen om van het kabinet van een lid van een Regering of van een College van een Gemeenschap of een Gewest deel uit te maken. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 104 van 29 mei 1999, in de Nederlandse tekst :

- blz. 19336, in artikel 6, eerste lid, moet worden gelezen :

« Het aantal uitvoerende personeelsleden waarvan de bezoldiging geregeld wordt met toepassing van artikel 12 of artikel 16 van dit besluit, is beperkt tot 75 % van het toegestane kader, behalve voor de ambtenaren komende van de openbare kredietinstellingen, van de autonome overheidsbedrijven, van de openbare instellingen van sociale zekerheid en van de andere instellingen van openbaar nut die onder de bevoegdheid vallen van de betrokken Regeringsleden. »